**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** République démocratique du Congo (RDC)

**TYPE DE RAPPORT :**

**ANNEE DE RAPPORT :** 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet : *Construisons un avenir meilleur*** (CAM) ***: le renforcement de la participation des jeunes dans la prise des décisions***  **Numéro du Projet / MPTF Gateway:**  **00113421 / PBF/IRF-275** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **International Alert (Agence coordonnatrice)** |
| **Date du premier transfert de fonds :** 31 Décembre 2019  **Date de fin de projet :** 18 Décembre 2020  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?**  (Projet clos). | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :**  **Agence récipiendaire Budget**  International Alert$ 1.500.000        $        $        $  Total: $ 1.500.000  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 100% (voir rapport financier final)  **Budgétisation sensible au genre :**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 213,684.45 USD  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 200,200.95 USD | |
| **Marquer de genre du projet :**  **Marquer de risque du projet :**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :** | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par : Papson NYAMUSHALA  Rapport approuvé par : Christine BUESSER  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui, Sophie ALOË, Point Focal PBF en RDC | |

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Grâce à la prolongation sans coût de 6 mois dont a bénéficié le projet CAM[[1]](#footnote-1), la quasi-totalité des activités ont pu etre réalisées de manière satisfaisante. Le retard qu’a connu le projet durant sa première année de mise en œuvre était dû à l’intensification des violences armées et des mouvements de populations à partir de juin 2019.[[2]](#footnote-2) A cela se sont ajoutées, en mars 2020, les restrictions du gouvernement congolais en réponse au Covid-19, expliquant que certaines activités aient dû être retardées ou adaptées.[[3]](#footnote-3)

60% des indicateurs ont atteint leurs cibles ou les ont dépassées. Le projet a eu plus de difficultés à atteindre les cibles des indicateurs portant sur les changements d’attitude des autorités ou des parents à travers les activités de plaidoyer. Ceci peut s’expliquer par le retard enregistré dans la mise en œuvre et le suivi des engagements des activités de plaidoyer en raison du contexte de sécurité précaire.

**Evénements importants liés au projet au cours des six prochains mois :**

Le projet étant clos, les activités spécifiques au projet sont terminées. Cependant, le comité de suivi du cahier de charges mis en place par le projet continue ses activités de plaidoyer autour des demandes des jeunes. 2 rencontres ont déjà eu lieu dont 1 avec le vice-ministre de l'économie du Sud Kivu et 1 avec le ministre et le gouverneur[[4]](#footnote-4).

**Principaux changements structurels, institutionnels ou sociétaux auxquels le projet a contribué :**

L’évaluation finale du projet montre que le projet a contribué de manière importante au renforcement de la cohésion sociale entre les jeunes des différentes communautés et du leadership des jeunes dans les activités de consolidation de la paix[[5]](#footnote-5). Le projet a contribué à une collaboration positive entre les jeunes et les autorités, ce qui a permis d’améliorer la situation de sécurité et cohésion sociale. A titre d’exemple, dans Basimukinji 1er, les réunions entre jeunes et autorités locales ont permis de redynamiser le comité local de sécurité de proximité (CLSP) ce qui a favorisé la circulation de la population entre les villages de Mikenge- Tuwetuwe et Kipupu et baissé l’intensité des incidents de sécurité***.*** Grâce aux échanges entre jeunes et parents sur les violences en cours dans la zone, il a été mis en place un observatoire local de la situation sécuritaire et de cohésion sociale appelé « KAMATI YA UCHUNGUZI » (Comité de surveillance pour la paix)[[6]](#footnote-6), en charge des alertes précoces. A Bijombo, un plaidoyer sur les barrières payantes a été mené par les jeunes à l’issue de la cartographie des barrières payantes, qui a permis d’aboutir au mois d’octobre 2020 à la suppression de 2 barrières payantes illégales qui avaient été érigées par les FARDC et un groupe local de défense. Les jeunes femmes de Bijombo ont initié une réunion d’échanges avec les jeunes femmes au niveau territorial d’Uvira, grâce à laquelle un réseau virtuel a été mis en place pour servir de relais d’information et de facilitation de la participation des femmes de Bijombo dans les instances et forums de paix au niveau territorial. En moyenne, à la fin du projet, 76,5% des jeunes participants au projet ont déclaré avoir confiance dans le pourvoir des autorités d’adresser les conflits dans leurs communautés, contre 40% au début du projet.

Le projet a aussi accompagné 44 jeunes de différentes ethnies[[7]](#footnote-7) dans l’élaboration d’une note de plaidoyer. Cette note, qui reste un outil important pour les jeunes leaders dans la zone, a eu le mérite de faire remonter auprès des autorités les perceptions et visions communautaires de paix fondées sur 4 analyses du contexte de sécurité et de paix menées dans le cadre de l’activité de *score card* de sécurité. Ce document riche de 30 demandes (axées sur l’accès à la justice, le renforcement de la sécurité, l’accès aux services de base et à l’assistance humanitaire, la cohésion sociale et la participation des jeunes) a été reçu et perçu comme un outil de référence pour le plan d’action provincial 2021 dont la matérialisation sera suivie par le comité mixte constitué par les jeunes des Hauts Plateaux et ceux de Bukavu.

**L’impact humain du projet :**

Le plus grand changement humain observé auprès de jeunes est le changement d’attitudes et la réduction des comportements de violence, de haine et de division à caractère ethnique entre jeunes dans les 4 groupements cibles du projet. A cet effet, l’approche d’inclusion de toutes les communautés à travers les groupes de dialogue, les projets d’activisme social et de plaidoyer conjoint est parvenue à retisser de nouvelles relations entre ces communautés, malgré le contexte de sécurité précaire. Un jeune homme de Basimuniaka-Sud[[8]](#footnote-8) a expliqué que *« Avant de participer au dialogue du projet CAM, je ne pensais pas que je pourrais être ensemble avec un jeune d’une autre communauté et faire un débat avec lui. Mais grâce au dialogue organisé dans le projet CAM, j'ai commencé à faire des réunions avec d'autres jeunes dans le cadre de la cohésion sociale ».[[9]](#footnote-9)* Les adultes ont aussi changé de comportements grâce à leur participation aux réunions de dialogues avec les jeunes. Un homme adulte de Basimuenda a expliqué qu’il a changé d’attitude et délaissé les comportements de haine et de division grâce au projet : *« J'ai accepté de discuter avec les jeunes des autres tribus autour de problèmes qui sèment l'insécurité dans notre milieu ».[[10]](#footnote-10)* Au niveau communautaire, on a observé également certains indicateurs de paix et d'amélioration de la cohésion sociale comme le partage des marchés (par exemple les marchés de Monyi a Minembwe et Mitaba et Mbundamu a Bijombo) et des champs, ainsi que la confiance interethnique dans des regroupements socio-économiques.[[11]](#footnote-11)

Parallèlement, on a observé une résilience des certains jeunes à la violence grâce à leur participation aux activités de sensibilisation sur le rôle des jeunes dans le renforcement de la sécurité, qui les ont convaincus de se retirer des activités violentes. A titre d’exemple, 13 jeunes hommes (4 Bafuliru, 4 Bavira et 5 Banyindu) se sont retirés volontairement de l’appui aux groupes armés Mai-Mai opérant dans le village Masango/Bijombo en octobre 2020. Dans la zone d’Itombwe, à la suite des réunions d’échange avec les jeunes leaders, les autorités locales et leaders ont commencé à lancer des appels publics aux groupes armés de leur obédience ethnique à se désengager pour intégrer les FARDC.[[12]](#footnote-12) Ces appels ont servi d’échos des engagements pris par les groupes armés lors de la retraite organisée à Murhesa II[[13]](#footnote-13) en septembre 2020.

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

**Résultat 1 :** Augmentation du niveau de compréhension des expériences des jeunes hommes et jeunes femmes de la sécurité et des conflits dans les Hauts Plateaux

Etat actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :**

Grâce au projet CAM, de manière globale le niveau de compréhension des problèmes sécuritaires pour les jeunes hommes et femmes est passé de 5,25% à 77%[[14]](#footnote-14). Ils sont devenus capables d’identifier au moins deux causes et au moins deux conséquences des problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes, ce qui démontre leur capacité de distinguer les causes et les conséquences de l’insécurité pour les jeunes dans leur milieu. Ceci est une augmentation très significative par rapport aux valeurs de base de 6,2% des jeunes hommes et 4,3% des jeunes femmes. Les causes les plus citées dans les analyses des jeunes sont : la circulation illégale des armes ; la méfiance entre des différents groupes ethniques, la manipulation ethnique ; la faiblesse de l’Etat, le chômage et l'oisiveté des jeunes ainsi que l’intérêt de certains individus ou politiciens, l’instrumentalisation des jeunes et la prolifération des groupes armés.

Les compétences acquises par les jeunes en termes d’analyse de contexte de sécurité et conflit ont été mis à profit par leur participation efficace aux activités de 4 *scorecard* de sécurité communautaire qui ont été produits avec la participation des jeunes[[15]](#footnote-15). Pour une forte sensibilisation communautaire sur les problèmes sécuritaires, le projet a accompagné les jeunes à développer 2 livrets du jeune messager de paix. La deuxième version du livret du jeune messager de la paix[[16]](#footnote-16) intègre des exemples concrets des actions réussies des jeunes qui stimulent leurs pairs à s’engager en faveur de la paix. À la suite d’une forte demande, la deuxième version du livret a été reproduit en 2023 exemplaires français et Swahili dans les églises, les bureaux étatiques et auprès des acteurs de la société civile pour s’ajouter aux 1000 exemplaires distribués durant le premier semestre.

Grace aux informations sécuritaires partagées par les jeunes de Basimukinje 1er aux autorités locales, le chef du secteur d’Itombwe s’est engagé à organiser un atelier en novembre 2020 en vue de revitaliser le CLSP[[17]](#footnote-17) et d’actualiser le plan local de sécurité du secteur d’Itombwe élaboré en 2019 avec l’appui du projet Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani (financé par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation). Le CLSP ainsi redynamisé[[18]](#footnote-18) a connu l’intégration en son sein de 3 jeunes hommes et 3 femmes qui participent depuis octobre 2020 aux réunions du comité local de sécurité de proximité. En novembre 2020, ces jeunes ont relayé au cours de ces réunions leurs préoccupations sécuritaires. Ces dernières ont été prises en compte par le CLSP en activant les patrouilles FARDC qui ont permis la baisse de l’intensité des incidents sécuritaires et favorisé la mobilité des membres de différentes ethnies entre les villages de Mikenge- Tuwetuwe et Kipupu.. Et de manière globale on a observé une installation de 7 positions FARDC dans les villages les moins sécurisés se trouvant dans l’axe d’Itombwe - Minembwe grâce aux plaidoyers des jeunes éclairés par leurs analyses sécuritaires.

**Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :**

Grace au projet CAM, le niveau de compréhension des problèmes sécuritaires par les jeunes femmes est passée de 4,3% à 69%[[19]](#footnote-19). Selon les 196 jeunes femmes qui ont participé dans les activités *scorecards*, il y a une tendance de cibler un seul problème sécuritaire pour les jeunes femmes- les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)- en ignorant d’autres problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes femmes. Ceci a été expliqué par les bénéficiaires du projet CAM par le fait que les jeunes hommes sont plus souvent des victimes directes de tueries et autres abus sans retenir que les femmes sont également victimes indirectes de ces abus commis sur les hommes.

En novembre 2020, 8 jeunes femmes ont participé au développement et plaidoyer autour de10 recommandations sécuritaires (annexe 2) contenues dans le cahier de charges auprès des autorités provinciales et territoriales. Elles ont invité les autorités à prendre des mesures pour renforcer la sécurité :

* Dans l’accès aux champs pour les femmes grâce à une meilleure protection des populations civiles et de leurs biens par les services de sécurité ;
* En renforçant le système d’approvisionnement en ration des militaires pour que ces derniers ne s’approvisionnent plus dans les champs tenus par la population, et par les femmes en particulier ;
* En renforçant les positions militaires dans des zones non couvertes par ces derniers et en renforçant les patrouilles dissuasives et offensives des FARDC dans les villages d’origine des déplacés et voies d’accès aux champs et en identifiant et traduisant les acteurs de violation des droits humains en justice.

**Résultat 2:** La confiance mutuelle et la compréhension entre les jeunes hommes et jeunes femmes des Hauts Plateaux sont renforcées.

Etat actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :**

Le projet a réussi à renforcer la confiance mutuelle et la compréhension entre les jeunes hommes et femmes des Hauts Plateaux. Selon l’évaluation finale du projet, 81% des jeunes hommes et 73% des jeunes femmes membres des groupes de dialogue ont rapporté qu’ils ont renforcé la confiance envers les autres jeunes d’autres communautés grâce à leur participation dans les groupes de dialogue. Une jeune femme de Basimuniaka-Sud a expliqué ce qui a changé dans sa vie :*« Je commence à fréquenter la même église et la même école avec les jeunes femmes des autres ethnies, ce qui n'était pas possible auparavant. »[[20]](#footnote-20)* Cette confiance a été construite à travers les activités de dialogue régulières et 14 initiatives de paix[[21]](#footnote-21)qu’ils ont développé ensemble, dont 7 ciblaient spécifiquement des jeunes femmes[[22]](#footnote-22). Ces initiatives ont promu l’éducation des jeunes à la paix et le dialogue entre jeunes, des réunions de réflexions entre pairs et la promotion/réactivation des activités récréatives et culturelles pour la paix. Il y avait une forte mobilisation de 4036 jeunes (2142 femmes et 1894 hommes) d’ethnies différentes[[23]](#footnote-23)et le climat de confiance en a été renforcé. Le projet a soutenu des initiatives et micro-projets organisés par les jeunes visant le renforcement de la confiance, notamment à travers 12 groupes de dialogues et 8 clubs de mentorat pour renforcer la compréhension des autres. Une jeune femme de Basimuenda a expliqué comment sa confiance envers les jeunes d’autres communautés ethniques a été renforcée grâce au projet : *« Auparavant je ne voulais pas que quelqu'un me dise que je sois mariée avec une personne d'une autre communauté, mais grâce aux groupes de dialogue je trouve que c'est normal qu'un membre de notre communauté soit marié dans une autre communauté.[[24]](#footnote-24)».* Parmi ces jeunes participants aux initiatives, il y avait 31 jeunes à Bijombo (13 Bafuliru et 18 Banyamulenge) qui avaient l’habitude de lancer des messages d’incitation à la haine tribalo-ethnique et qui ont abandonné cette habitude pour s’impliquer dans le projet[[25]](#footnote-25).

La solidarité et la confiance entre les jeunes de différentes ethnies se perçoivent aussi à travers les activités d’entraide mutuelle à caractère économique sous forme de ristournes et petits commerces à Minembwe et Bijombo. A titre d’exemple, dans le groupement de Bijombo, 30 jeunes (dont 11 jeunes femmes, ont participé à la construction d’une paillote des jeunes servant d’espace de brassage et de promotion des valeurs traditionnelles. Cette paillote a été identifiée comme l’un des facteurs contribuant à la solidarité entre les différentes communautés (Annexe II). Il faut souligner que les échanges au niveau de la paillote de paix s’appuient sur la documentation d’un nombre d’adages/proverbes positifs, employés dans différentes ethnies, documentation faite par les sages, les chefs [[26]](#footnote-26)coutumiers et les jeunes pour la capitalisation des outils et pratiques traditionnels de résolution de conflits. Un autre exemple est le pont construit à Masango en février 2020, ou 42 jeunes hommes et femmes Bavira, Bafuliru, Banyindu et Banyamulenge membres de groupes de dialogues, sous leurs propres initiatives, ont construit un pont sur la rivière Mushosho à Masango (dans le groupement de Bijombo) pour faciliter l’accès aux services sociaux de base tels que le centre de santé et le marché. Les habitants de Masango ont témoigné que cette action démontre que les jeunes sont en train de devenir des vrais acteurs de la cohésion sociale et du développement communautaire. Le rapport d’évaluation final confirme que les activités des jeunes ont aussi apporté des changements d’attitude et de comportement des membres de la communauté notamment « *l’acceptance du mariage interethnique ; la volonté des différentes communautés de travailler ensemble ; et l’engagement des membres des différentes communautés dans la cohabitation pacifique* »[[27]](#footnote-27).

Enfin, il sied de noter la confiance en soi[[28]](#footnote-28) et la confiance collective des jeunes de différentes ethnies[[29]](#footnote-29) visibles lors des actions conjointes de plaidoyer. Le projet a facilité des liens entre les jeunes des Hauts Plateaux ciblés par le projet et les plateformes de plaidoyer des jeunes au niveau provincial – notamment le Parlement des Jeunes du Sud Kivu et le Conseil Provincial de la jeunesse – à travers des échanges pour élaborer un cahier des charges et une stratégie de plaidoyer ensemble. Cette collaboration a aidé les jeunes à porter ensemble des agendas communs de paix et de porter leur voix plus haut au niveau des décideurs politiques et sécuritaires.

**Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :**

Le projet a observé un engagement accru des jeunes femmes[[30]](#footnote-30) dans les activités inclusives au sein de groupes de dialogue et dans la mise en œuvre des initiatives, et dans les plaidoyers.[[31]](#footnote-31) Au total, 11 des recommandations développées par des jeunes femmes dans les groupes de dialogue ont été intégrées dans les initiatives d’activisme social au cours du projet y compris : la réclamation du bureau genre à la commune rurale de Minembwe qui leur a été accordé et installé[[32]](#footnote-32) ; la création des cadres de concertation des filles[[33]](#footnote-33) ; l’inclusion des jeunes femmes dans les dialogues de paix[[34]](#footnote-34) ;la création des Associations Villageoises d’Epargnes et de Crédits (AVEC) des femmes.[[35]](#footnote-35) le dialogue intercommunautaire entre les femmes[[36]](#footnote-36) ; la réouverture du marché Monyi[[37]](#footnote-37) ; l'initiative de l'ouverture d'un atelier de couture des jeunes femmes de toutes les ethnies.[[38]](#footnote-38) Une jeune femme de Basimuniaka-Sud a partagé l’exemple suivant : *« Dans les dialogues auxquels j’ai participé, les femmes Banyamulenge demandaient de faire un dialogue avec les femmes des autres communautés affectées par les conflits est cela a été fait à Monyi dans un marché où les femmes Banyamulenge et Bafuliru se sont convenues de sensibiliser leurs maris et leurs enfants pour chercher comment vivre ensemble* ».[[39]](#footnote-39)

Parallèlement on a observé une confiance et compréhension des jeunes hommes envers les jeunes femmes ; traduite par la prise en compte des idées et recommandations des jeunes femmes.

**Résultat 3 :**

Collaboration augmentée entre les jeunes, les leaders, les autorités gouvernementales et les parents sur la transformation des moteurs de conflit, en particulier dans les stratégies de développement.

Etat actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :**

Durant la mise en œuvre du projet, la collaboration entre les jeunes et les autorités locales, y compris les services de sécurité a été renforcée mais, comme noté dans l’évaluation finale du projet, a besoin d’être davantage accompagnée[[40]](#footnote-40). Le projet a mis en place une forte base pour cette collaboration – par exemple on a rapporté une augmentation de 19,5% à 38%[[41]](#footnote-41) des décideurs au niveau territorial et provincial qui rapportent qu’ils reçoivent des informations et preuves crédibles des jeunes sur la base desquelles ils peuvent prendre des décisions afin d’adresser des causes de l’insécurité. Il est rapporté par quelques autorités que le déploiement des unités des FARDC dans 7 villages insécurisés[[42]](#footnote-42) sur l’axe Itombwe-Minembwe a été influencé en partie par les activités de plaidoyer faites par les jeunes. Autres exemples donnés sont la suppression de 2 barrières (1 de FARDC et 1 de groupe de défense local) sur le tronçon Uvira-Bijombo en octobre 2020 suite à des réunions de plaidoyer organisées à Uvira impliquant 30 jeunes (dont 10 jeunes femmes), et 39 autorités locales et territoriales (dont 4 femmes) sur les risques sécuritaires dans la zone[[43]](#footnote-43).

Le projet a aussi observé que certaines autorités donnent une importance à la participation des jeunes dans les instances publiques pour la consolidation de la paix. Par exemple, fin septembre 2020, au lendemain de l’installation de la commune de Minembwe quoique suspendue, le bourgmestre de la commune avait nommé un jeune membre du groupe de dialogue comme président de la jeunesse au sein de la commune, qui est également en charge des activités de développement au niveau la même commune[[44]](#footnote-44). Ceci est une opportunité pour canaliser les préoccupations et les besoins des jeunes pour être pris en compte dans le plan de développement de la commune rurale de Minembwe.

Enfin en octobre 2020, le projet a réuni les leaders communautaires de proximité[[45]](#footnote-45) qui ont réfléchi sur comment utiliser leurs niveaux d’influences pour renforcer les actions de plaidoyer menées par les jeunes dans le cadre du projet CAM. A l’issu de cette réunion, ces leaders communautaires de proximité ont planifié pour les mois suivants des « croisades religieuses » et culturelles rotatives (campagnes itinérantes) pour la paix dans Bijombo, Itombwe et Minembwe qui vont toucher les entrepreneurs de conflits y compris les leaders de groupes armés.

Cet engagement des autorités a été aussi observé en novembre 2020[[46]](#footnote-46) suite à un plaidoyer de haut niveau conduit par 44 jeunes de différentes ethnies des Hauts Plateaux dont 8 femmes, et en collaboration avec le Parlement de jeunes et Conseil provincial de la jeunesse. Les jeunes ont présenté au cours d’une réunion ouverte leur cahier de demandes de paix et sécurité (veuillez voir annexe I) auprès des autorités provinciales notamment le Ministre du plan, le Ministre des Affaires intérieures et sécurité, le Ministre de la Jeunesse et le Gouverneur[[47]](#footnote-47).

Persuadées par la nécessité de poursuivre cet accompagnement des jeunes, 7 autorités locales et traditionnels représentants de différentes ethnies ont mis en place une structure inclusive dans les Hauts Plateaux. Cette dernière a été appelée PDI (Paix et Développement Intégré) et regroupe l’ensemble des chefs coutumiers des différents groupements. Son objectif est de servir de pont entre les jeunes et les autorités locales et traditionnelles des Hauts Plateaux pour inciter une synergie d’actions avec les jeunes au profit de la sécurité et de la stabilité dans les Hauts Plateaux.

55% des jeunes enquêtés à la clôture du projet ont pensé qu’ils ont été plus impliqués dans la prise de décision avec leurs parents dans les 12 derniers mois. 60% des jeunes hommes et 47,5% des jeunes femmes l’ont affirmé. Les jeunes participants des groupes de discussion (FGD) ont aussi répondu qu’ils ont davantage confiance à s’impliquer dans la prise des décisions avec leurs parents, mais ils ont signalé que les jeunes femmes sont souvent exclues et, malgré leur participation, les hommes adultes ont toujours le dernier mot sur les décisions. Toutefois, certains changements positifs ont été aussi cités, notamment : *« Notre coutume de Banyamulenge, n’admettait pas aux femmes de participer dans les réunions avec les hommes, mais actuellement, à travers les activités de sensibilisation et autres activités du projet CAM, on compte 50% pour chaque couche représentative »*.[[48]](#footnote-48)

Cependant, il est reconnu que, à cause des retards dans la mise en œuvre du projet pendant la première année, le projet n’avait pas eu les temps de suivre et accompagner ces activités de plaidoyer pour assurer que tous les leaders mettent leurs engagements en pratique. Il serait important que les autres intervenants et le gouvernement provincial continuent à appuyer leur mise en œuvre pour voir les résultats concrets.

Dans le cadre de l'activité de dialogue intergénérationnel, le projet a facilité 10 sessions de dialogue tenues entre les jeunes et leurs parents entre septembre et octobre 2020.[[49]](#footnote-49) De ces sessions de dialogue les jeunes et parents se sont engagés à :

* La tenue des réunions intercommunautaires de manière rotative dans les différents villages et le développement conjointement des activités inclusives ;
* La mise en place des comités de paix intercommunautaires constitués de jeunes, leaders locaux positifs, et autorités locales dans tous les villages qui seront chargés des alertes précoces sur les facteurs d’insécurité et opportunités de paix (en cours).

**Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :**

Les jeunes femmes accompagnées par le projet ont joué des rôles importants dans la mise en œuvre de quelques activités clés de plaidoyer avec les autorités locales et leurs communautés pour renforcer la paix et la cohésion sociale. Par exemple, une jeune femme membre du groupe de dialogue de Bijombo, a pris l’initiative de rencontrer le chef du village Masango et ceux de différentes localités afin de réfléchir ensemble comment contrer cette propagation de la haine qui est observée dans la zone depuis janvier 2020. En mars 2020, cette jeune femme, accompagnée de neuf autres jeunes femmes, a commencé à sensibiliser les membres de différentes communautés ethniques sur l’acceptation mutuelle, en encourageant l’abandon des attitudes négatives, des comportements de haine et de méfiance. Même si le processus est toujours en cours, on a noté que les marchés étaient fréquentés par les différentes communautés et une diminution des messages de haine à travers les réseaux sociaux.

Cette confiance a été observée aussi à Minembwe où, en septembre 2020, 7 jeunes femmes ont rencontré le bourgmestre de la commune de Minembwe et le général de la 12ème Brigade FARDC en demandant et obtenant la facilitation par escorte de l’accès aux villages voisins afin de discuter avec des femmes d’autres ethnies sur leur contribution pour un retour de la cohésion sociale. Une escorte militaire a aidé ces jeunes femmes à accéder au village voisin de Kabingo où elles ont rencontré 12 femmes leaders des communautés Nyindu et Fuliru et se sont engagées toutes à mobiliser plus des femmes en organisant un colloque de femmes plus large pour la restauration de la cohésion sociale[[50]](#footnote-50). Au total, trois jeunes femmes accompagnées par le projet sont aujourd’hui intégrées dans l’administration locale de la commune de Minembwe comme des agents dans le service genre.

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport  Durant la mise en œuvre du projet 2 réunions de recyclage et orientation sur les outils de suivi du projet ont été faites au profit des partenaires dans l’objectif de préparer les partenaires à capter les changements induits par le projet CAM. Cette réunion a été suivie par une autre réunion de monitoring / collecte des données, organisée avec les partenaires au mois de septembre 2020 pour préparer les partenaires à suivre de près tous les changements induits par les activités du projet. Les résultats sont présentés dans ce rapport final. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale : 30000 USD. |
| **Effets catalytiques (financiers) :** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.  Le projet CAM a créé des espaces inclusifs de dialogue sur la paix et la sécurité. Ces rencontres régulières sur la situation sécuritaire qui intègrent les jeunes et les femmes se multiplient dans les différentes communautés. Le projet a commencé à créer des plates-formes plus larges pour la consolidation de la paix à travers l’échange entre les jeunes des Hauts Plateaux et les jeunes de Bukavu et d’Uvira. Ces plateformes d’échange les ont aidés à porter ensemble des agendas communs de paix et de porter leur voix plus haut au niveau des décideurs politiques et sécuritaires. | Nom de donnateur: Montant ($):  RAS RAS |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? | Le contexte des Hauts Plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira continu à être caractérisé par un activisme cyclique de groupes armés et une faible capacité des FARDC à imposer la sécurité dans la zone. L’insécurité et ses conséquences se manifestent par une extrême pauvreté de la population ayant abandonné les champs et ne pouvant se déplacer. En outre, dans le contexte actuel on note aussi l’installation cérémoniale[[51]](#footnote-51) des animateurs de la commune rurale de Minembwe en septembre dernier ; qui a suscité des spéculations et polémiques hostiles des hommes politiques, leaders communautaires et groupes armés qui l’entourent.  En effet, au regard des conflits intercommunautaires historiques et le cycle des violences cycliques, les communautés et groupes armés sont partagés autour de la question de la commune de Minembwe, ce qui envenime le climat de stabilité communautaire déjà fragile et risque de compromettre tous les efforts consentis et compliquer le processus de paix lancé avec le concours des intervenants multi-acteurs.  Pendant des entretiens qu’Alert International et ses partenaires ont eus avec les autorités locales et membres de différentes communautés, il été noté que les autorités et communautés locales croient toujours aux échanges intra et inters communautaires avec implication des autorités locales et nationales comme unique moyen de mettre fin aux conflits armés dans la zone. Ce dialogue arriverait à toucher tous les acteurs communautés, groupes armés et autorités locales et nationales.  Ces échanges recommandés sont inscrits dans la logique de la note de projet de l’urgence que Alert a développé en novembre 2020 avec une organisation locale pour prévenir des conflits armés par des initiatives communautaires, avec comme soubassements les autres actions et interventions précédentes ou en cours notamment les réseaux virtuels des jeunes mis en place par le projet CAM (Voir annexe II).  Le projet a bien mis en place des mécanismes de transfert de responsabilités aux structures locales pour la pérennité des changements induits par le projet. Toutefois, certains jeunes dans certains groupements ont suggéré lors de l’évaluation finale du projet des exemples des mécanismes spécifiques tels que : la création d’un comité des jeunes pour la pérennisation des activités à Basimukinje 1 ; la continuation des formations sur le leadership à Bijombo Centre ; et la création des conseils de sécurité et les comités des sages pour répondre aux problèmes sécuritaires par les autorités locales qui ont été formées sur la résolution des conflits intercommunautaires à Basimuniaka-Sud ; la mise en place des CLSP dans tous les groupements.  En examinant ces résultats, on observe que l’approche de renforcer des espaces de dialogue inclusifs a été l’impact probablement le plus durable après la fin du projet du fait que les rencontres de sécurité continuent en intégrant les jeunes et les femmes. Ceci en combinaison avec l’appui aux associations locales a été une approche également durable pour une bonne intégration de la paix et le développement.  Le projet a également fait trois analyses des contextes socio-sécuritaires, qui a identifié les nouveaux défis engendrés par la crise, les réponses envisagées et les capacités disponibles. Ceci démontre un niveau de réflexion importante pour assurer une sensibilité aux conflits dans une situation en évolution rapide. Apres la fin du projet, les jeunes continuent à partager les analyses sur *WhatsApp*. |

**Partie IV: COVID-19**

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$0

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

La pandémie de Covid-19 déclarée en RDC depuis le 10 Mars 2020 jusqu’à la clôture du projet a conduit le gouvernement congolais à prendre des mesures de prévention allant de la fermeture de frontières, prohibitions des réunions de plus de 20 personnes et transport en commun confiné jusqu’à l’isolement de la ville de Kinshasa voire celle de Bukavu où des cas ont été rapportés. Ces mesures contre le Covid-19 prises de mars à juillet 2020 ont impacté les activités du projet planifiées entre mars et juin 2020, ce qui a conduit à la prolongation du projet sans coût. En effet, durant cette période certaines activités avaient été soit suspendues et/ou adaptées à ces mesures et restrictions de mouvements. Par ailleurs, depuis début août, les mesures liées au déplacement et à la taille des réunions et rassemblements ont été levées ; ce qui a favorisé la tenue des activités de masse telle que les tribunes d’expressions populaires et réunions d’échange entre jeunes des Hauts Plateaux et ceux de Bukavu et activités de plaidoyer au niveau territorial et provincial ; tout en observant les règles de distanciation physique et les barrières pendant la mise en œuvre des activités.

|  |  |
| --- | --- |
| **Activités ajustées/adaptées au contexte Covid- 19** | |
| **Activité** | **Ajustement** |
| Activité 2.1.4.2 : Réunions régulières des groupes de dialogue | Les réunions régulières/mensuelles d’échange entre jeunes qui sont organisées en 4 groupes de maximum 20 jeunes au lieu de 3 groupes de 25 jeunes comme initialement prévu  Après la levée des mesures Covid-19 en début août 2020 pour ne pas briser les dynamiques de groupes, les groupes de dialogue ont continué à fonctionner tel qu’adaptés pendant les mesures Covid-19 surtout que la pandémie n’a pas encore été éradiquée en RDC. |
| Activité 3.1.4 : Réunions régulières des groupes de dialogue entre jeunes et parents | Réunions régulières entre jeunes et parents organisées en 3 petits groupes de maximum 20 personnes au lieu de 1 groupe de 50 personnes dans chacun de groupements. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activités suspendues entre mars – juillet 2020** | |
| **Activité** | **Impact** |
| Activité 2.3.2 | La mise en œuvre de 14 initiatives de jeunes qui prévoyait des activités telles que le plaidoyer avec les autorités, forums de réflexion entre jeunes femmes, redynamisation des structures locales de paix, caravane de paix conduite par les jeunes, mobilisation des jeunes pour la résilience face aux violences etc. et aurait regroupé plus de 30 personnes, a été suspendue. |
| Activité 2.4.3 | Le lancement de la mini campagne conjointe de plaidoyer à Bukavu qui initialement était prévu en avril. |
| Activité 2.2.5 | Les réunions régulières/mensuelles de club de mentorat ont été suspendues car elles sont composées de plus de 20 personnes et représentent l’ensemble de jeunes de chacun des groupements cible du projet. |
| Activité 1.1.6 | Présentation trimestrielle des résultats *score card* de sécurité aux communautés. |
| Activité 1.1.7 | Présentation trimestrielle des résultats *score card* de sécurité aux leaders et décideurs au niveau du territoire et de la province et plaidoyer.  Pendant la période da la prolongation sans coût (juillet-décembre 2020), le plan de travail a été ajusté et toutes les activités suspendues entre mars et juillet sont couvertes dans ce plan qui a été suivi jusque à la fin du projet. |

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser) :

Histoire de réussite COVID-19 de ce projet :

La fraction des groupes de dialogue entre jeunes a permis de respecter les mesures barrières pour freiner la propagation de COVID-19. Le projet a aussi permis à travers les jeunes de multiplier les messages de sensibilisation sur le COVID-19 dans toutes les rencontres des jeunes en se servant des outils produits par le Gouvernement congolais.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Donnée de base** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone[[52]](#footnote-52)** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Commentaires** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  Augmentation du niveau de compréhension des expériences des jeunes hommes et jeunes femmes de la sécurité et des conflits dans les Hauts Plateaux | Indicateur 1.a  % d’augmentation des hommes et des femmes membres de la communauté sondés qui peuvent identifier correctement les trois problèmes sécuritaires des jeunes hommes et les trois problèmes sécuritaires des jeunes femmes | 6.2 % jeunes hommes et 4.3 % jeunes femmes | Cible : 60%  Dont 50% sont les hommes de la communauté  et 50% sont les femmes membre de la communauté | **N/A** | **85% problèmes sécuritaires des jeunes hommes**  **69% problèmes sécuritaires des jeunes femmes** | Ceci témoigne que les jeunes hommes et femmes ont beaucoup aimé leur implication dans les *scorecards* et d’avoir une occasion de participer activement dans la recherche, qui explique pourquoi il y a eu un dépassement de cible.  Source : Evaluation finale du projet |
| Indicateur 1.b  % augmentation des jeunes hommes et jeunes femmes sondés qui peuvent expliquer la différence entre les causes et les conséquences de l’insécurité qu’ils connaissent | 6.2 % jeunes hommes membres de la communauté  4.3 % jeunes femmes membre de la communauté | Cible : 60%  Dont 50% sont les hommes de la communauté  et 50% sont les femmes membre de la communauté | **ANNEE 1 : 12%**  **ANNEE 2: 60%** | 92% des jeunes hommes et 94% des jeunes femmes peuvent identifier deux ou plus causes et deux ou plus conséquences de l’insécurité | Cet indicateur a été mesuré par le % des jeunes enquêtés qui peuvent identifier 2 causes et 2 conséquences. Leur implication directe dans la collecte des données pour le *scorecard* et co-facilitation des débats entre jeunes sur le RAP a contribué à un dépassement de cette cible.  Source : évaluation finale du projet |
| Indicateur 1.c  % augmentation du nombre des décideurs aux niveaux territorial et provincial qui rapportent qu’ils reçoivent des informations et des évidences crédibles des jeunes hommes et jeunes femmes sur lesquelles ils peuvent prendre des décisions afin d’adresser d’insécurité dans la communauté | **19,5%** | **60%** | **N/A** | **38%** | Si les jeunes donnent l’information aux autorités locales, la méfiance demeure entre les jeunes et les décideurs au niveaux territorial et provincial où il y a peu d’échange d’information et les décideurs ne croient pas toujours que l’information venant des jeunes est crédible.  Source : évaluation finale du projet |
| Produit 1.1  Score card sécurité des jeunes | Indicateur 1.1.1  # des rapports de la score card élaborés | **0** | **6** |  | **4** | La première analyse semestrielle de la situation sécuritaire par les jeunes a eu lieu en septembre 2019, la deuxième en avril 2020, la troisième en septembre 2020 et la quatrième entre les mois de septembre et décembre 2020.  2 scorecards n’ont pas pu être réalisés suite au retard consécutif à la situation sécuritaire dans les Hauts Plateaux entre octobre 2019 et janvier 2020 qui a été communique a UNPBF qui n’a pas permis de faire autant de collectes que prévu.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 1.1.2  # des jeunes hommes et jeunes femmes qui contribuent régulièrement au score card | **0** | **180** |  | **392 jeunes dont 190 femmes** | Ce nombre contient 88 jeunes dont 32 jeunes femmes qui étaient impliquées dans la collecte des données de s*core card* en qualité de jeunes chercheurs et d’autres jeunes impliqués dans la séance de validation des données. Le nombre des jeunes est plus élevé que la cible de l’indicateur parce que pour des raisons méthodologiques et la nécessité d’avoir des capacités /ressources locales remplaçables suite au mouvement de population, l’activité a mobilisé un grand nombre des jeunes dans les activités de restitution/validation des données *score card*.  Source : monitoring framework du projet |
| Indicateur 1.1.3  # des copies de rapport finale des données de la score card distribuées (aux décideurs, leaders communautaires, OSC, et autres « agents de changement ») | **0** | **500** |  | **200** | Suite au retard enregistré dans la production du score card final, les copies dures n’ont pas été produites et seule la copie electronique a été mise sur *200 flash disc* distribués aux acteurs de consolidation de la paix, partenaires et représentants des jeunes tout comme aux autorités. On a partagé avec les autorités au niveau provincial (*Ministre du plan, Ministère de l’éducation et jeunesse, Ministre de l’intérieur et sécurité, Coordinatrice STAREC, Division de la jeunesse, Parlement des jeunes, société civile sud Kivu et autres acteurs de consolidation de la paix tel que Search for Common Ground, APC etc.*)  Source : monitoring framework du projet |
| Indicateur 1.1.4  # des recommandations développées aux niveaux territorial et provincial basées sur les résultats du rapport scorecard | **0** | **10** |  | **30** | Les recommandations sont contenues dans 3 cahiers de charges developpés par les jeunes et alliés de la société civile a Bukavu, Uvira et Mikenge. Les jeunes ont fait une analyse complexe du contexte et ils ont formulés autant des recommandations concrètes que prévu.  Source : monitoring framework du projet |
| Produit 1.2  Débats publics basés sur les résultats de la recherche action participative (RAP) des jeunes de Vijana Tunaweza sur les facteurs d’incitation et d’attraction qui expliquent les motivations de certains jeunes de joindre les groupes armés | Indicateur 1.2.1  # des personnes qui participent aux débats publics où les résultats de la RAP sont présentés | **0** | **200** |  | 550 hommes dont 313 femmes | Les débats ont été organisés dans les principaux axes de la zone du projet, en tenant en compte la relocalisation des personnes participant aux débats mais ayant fuit les conflits et l'insécurité dans leurs villages respectifs. Le nombre de participants est supérieur à la cible parce que ces débats étaient organisés en petits groupes (22 groupes) pour couvrir tous les axes du projet et qu' il était important d'assurer dans l'ensemble des débats une représentation équilibrée de la diversité des communautés ethniques et des couches sociales vivant dans les Hauts Plateaux.  C’est à noter que le nombre de débats n’était pas précisé dans le projet. Juste le nombre des bénéficiaires à atteindre. Nous avionst fait une révision budgétaire lors de la prolongation sans coût et expliqué à UNPBF la nécessité de renforcer ces débats au regard de changement du contexte. Et donc le budget a été augmenté sur cette ligne lors de la révision prolongation sans coût en juin.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 1.2.2  # des activités de suivi organisées suite aux débats publics avec des leaders et décideurs | **0** | **5** |  | **3** | Ces exemples sont relatifs au problème de vol de bétails et déploiement des FARDC dans les villages insécurisés et ainsi que le suivi et partage d’informations sur le contexte générale de sécurité le mouvement des groupes armés.  Le contexte a beaucoup changé durant la mise en œuvre du projet occasionnant des déplacements multiples des chefs et autorités, alors certains jeunes n’ont pas eu l’occasion d’organiser ces activités de suivi.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 1.2.3  # des exemples de feedback positif à travers les débats publics qui montrent une augmentation de compréhension des membres de la communauté par rapport aux facteurs d’incitation et d’attraction qui expliquent les motivations de certains jeunes de joindre les groupes armés mentionnés dans le rapport de recherche | **0** | **10** |  | **10** | Parmi ces exemples ceux les plus significatifs ont été intégrés dans les livrets du jeune messager pour inciter les autres jeunes à adopter des comportements et attitudes positives (voir Livrets en annexe)**.**  Source: monitoring framework du projet |
| **Résultat 2**  La confiance mutuelle et la compréhension entre les jeunes hommes et jeunes femmes des Hauts Plateaux sont renforcées | Indicateur 2.a  % augmentation du nombre des jeunes des Hauts Plateaux qui participent dans le projet qui rapportent qu’ils seraient confortables de se marier avec un membre d’une famille de groupe ethnique différent de leur communauté d’ici la fin du projet | 40% pour les jeunes hommes et de 19,4% pour les jeunes femmes | 50%  Dont 50% sont les jeunes hommes  et 50% sont les jeunes femmes |  | 41% pour les jeunes hommes et 38,5% pour les jeunes femmes | Cet indicateur est influencé par beaucoup de facteurs culturels et contextuels donc le progrès devrait prendre du temps. Le projet n’a pas pu contrôler seul ce changement. Le progrès est significatif malgré qu’il n’ait pas atteint la cible.  Source : évaluation finale du projet |
| Indicateur 2.b  # des recommandations développées par des jeunes femmes dans les groupes de dialogue qui sont prises par le groupe et développées dans les initiatives d’activisme social au cours du projet | **0** | **10** |  | **11** | Par exemple, à Minembwe, une jeune fille avait suggéré au groupe de dialogue auquel elle appartient de s’impliquer dans les activités de développement notamment l’ouverture des routes pour attirer les autres jeunes dans les activités de cohésion sociale et faciliter les échanges (2 tronçons reliant 4 villages vont être réhabilités par le GD à la suite de cette suggestion). D’autres jeunes femmes de Bijombo avaient demandé aux groupes de s’impliquer dans les actions qui favorisent le retour et la réinsertion sociale des déplacés à travers la réhabilitation des infrastructures communautaires dont 2 sources d’eau à Ishenge et la construction des maisons pour les femmes veuves victimes des conflits dans l’axe centre. Pour promouvoir l’engagement de la jeune femme et la prise en compte de leurs recommandations l’idée serait dans le futur d’accompagner des groupes de dialogue spécifiquement pour les femmes.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.c  # des exemples de changement d’attitudes et de comportements des membres de la communauté observés au niveau provincial effectué par la collaboration entre les jeunes leaders des Hauts Plateaux et les jeunes leaders de Bukavu | **0** | **8** |  | **8** | L’évaluation finale a trouvé 8 exemples de changement des attitudes et de comportement. Cependant, on note que ce changement est beaucoup plus au niveau des jeunes. Les échanges entre les jeunes ont été organisés à la fin du projet et on n’a pas eu les temps de pour les répercussions de ceci au niveau communautaire plus large.  Ces attitudes sont plus observées à travers les réactions des jeunes des Hauts Plateaux et ceux de Bukavu dans leur groupes *WhatsApp* en termes de résilience des jeunes de différentes ethnies face aux messages des conflits et aux violences qu’ils partagent sur *WhatsApp* ce qui renforce leur confiance mutuelle et suscite le sentiment de vivre ensemble et recherche des solutions concertées aux problèmes de sécurité et paix entre membres de différentes ethnies.  La tendance pour ces jeunes est de partager leurs expériences et réflexions pour arriver à travers le dialogue à délier les jeunes des groupes armés et contrer les rumeurs et messages de haine et appels à la violence aux allures intercommunautaires qui circulent sur les réseaux sociaux dans la zone des Hauts Plateaux.  Source : évaluation finale du projet et rapport de progrès des activités |
| Produit 2.1  Dialogue facilité par des jeunes | Indicateur 2.1.1  # des groupes de dialogue des jeunes établis | **0** | **12** |  | **12** | 3 groupes de dialogue dans chacun de 4 groupements cibles du projet étaient établis entre décembre 2019-juin 2020 et sont restés opérationnels.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.1.2  # des réunions des groupes de dialogue des jeunes au cours du projet | **0** | 168 (14 réunions par groupe de dialogue) |  | **156** | Activité réalisée à 93%. Le projet n’a pas pu rattraper 12 réunions de groupes de dialogue. Rappelons que durant le premier semestre 2020 les activités des groupes de dialogue ont été perturbées par l’insécurité devenue totale dans la zone.  Les thèmes principaux débattus dans ces réunions sont : comment les jeunes peuvent construire leur propre autonomisation économique et de pensée comme facteur de sécurité pour les jeunes, la participation des jeunes, le rôle de jeunes face au danger et conséquences sur le processus de paix de la manipulation des informations sécuritaires et sociales via les réseaux sociaux ; groupes armés entre défense et banditismes : comment dissocier les effets des groupes aux communautés qu’ils prétendent défendre ; conséquences de l’insécurité dans les Hauts Plateaux : regard critique des jeunes , Comment les jeunes leaders communautaires doivent se comporter vis-à-vis des incidents de sécurité et manipulations communautaires et politiciennes vécus dans les Hauts Plateaux.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.1.3  % des membres des groupes de dialogue des jeunes qui rapportent qu’ils ont changé leurs comportements vers des autres jeunes grâce aux réunions de groupe de dialogue, et qui peuvent donner d’évidence qui montre le changement | **N/A** | 70% dont 50% des jeunes hommes et 50% des jeunes femmes |  | **81% des jeunes hommes**  **73% des jeunes femmes** | Selon l’évaluation final, le renforcement des débats entre les jeunes et les initiatives conjointes ont facilité une prise de conscience des jeunes de leur rôle pour la restauration de la cohésion sociale au regard du contexte.  Source : évaluation finale du projet |
| Indicateur 2.1.4  # des jeunes des groupes ethniques différents qui ont organisé une initiative communautaire ensemble (en dehors du projet) suite à leur participation dans les réunions de groupes de dialogues | **0** | **180** |  | 222 jeunes Bavira, Bafuliru, Banyindu et Banyamulenge dont 87 jeunes femmes. | Globalement, les initiatives communautaires menées en dehors du projet sont la mobilisation et apport local de mains d’œuvre et matériaux locaux les jeunes membres de groupes de dialogues ont construit un pont a Bijombo pour relier les villages et faciliter l’accès aux centres de santé et marché. A Minembwe ils se sont mobilisés à tracer une route d’intérêts communautaires reliant Runundu à Madegu centre, villages habités par différentes ethnies, et la route de l’aéroport tout comme ils s’impliquent dans la construction des abris aux déplacés.  Nous avons noté un changement important à Minembwe et Bijombo. Nous avons dépassé la cible par ce qu’il y avait une forte mobilisation accrue des jeunes justifiée par leur disponibilité qui au regard du contexte sont cantonnés dans leurs communautés.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.1.5  % des initiatives organisées par des jeunes (2.1.4) qui ont ciblé les jeunes femmes des communautés différentes principalement | **0** | **50%** |  | **50%** | 7 initiatives parmi un total de 4 initiatives des jeunes qui ont été identifiées et mis en œuvre par les jeunes au cours de ce semestre ont ciblé des jeunes femmes en termes de :   * Renforcement du leadership de la femme pour la paix ; * Journées de réflexion entre jeunes hommes et femmes, parents, autorités et autres leaders décideurs sur le rôle de la femme dans le renforcement de la cohésion sociale ; * Rencontre des autorités pour discuter sur l’implication effective de la jeune femme dans les initiatives de paix plus larges, etc.   Source: monitoring framework du projet |
| Produit 2.2  Clubs de mentorat pour les jeunes leaders | Indicateur 2.2.1  # des clubs de mentorat pour les jeunes établis | **0** | **4** |  | **8** | 2 par groupement cibles du projet. Noter qu’afin de s’adapter aux mesures gouvernementales contre le Covid-19, le équipes du projet ont divisé les groupes en 2 sous-groupes pour qu’il n’y ait pas plus de 20 personnes par groupe. Pour ne pas rompre la dynamique sociale ces sous-groupes ont continué à fonctionner même après la levée des mesures Covid-19.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.2.2  # des réunions des clubs de mentorat pour les jeunes au cours du projet | **0** | 56 réunions (14 réunions par club) |  | **67** | Les réunions ont été régulières ; nous les avons augmentées pour continuer à renforcer la solidarité et collaboration entre jeunes de différentes ethnies au regard de montée des violences et propagation des messages de haine à travers les réseaux sociaux dans la zone du projet.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.2.3  % des membres des clubs de mentorat qui montrent un changement positif dans la façon dont ils incluent des autres jeunes (des autres groupes ethniques) dans leurs activités grâce à leur participation dans les clubs de mentorat | **0** | **70%** |  | **87,5%** | Données de l’évaluation finale du projet |
| Indicateur 2.2.4  # des initiatives menées par des jeunes leaders des groupes ethniques différents | **0** | 57 (60%)  Dont 50% sont les jeunes hommes  et 50% sont les jeunes femmes |  | 64 hommes et 51 femmes soit 40% | Le nombre élevé par rapport aux jeunes se justifie par la forte motivation des jeunes à participer aux activités du projet et le sens d’ouverture des jeunes envers leurs pairs.  Il y avait une erreur dans le cadre logique où la cible était le # des personnes impliquées mais l’indicateur est le # des initiatives.  Comme expliqué dans le rapport d’évaluation finale, il faut continuer à sensibiliser les communautés sur l’importance des femmes dans les activités sociales et la prise des décisions.  Source: monitoring framework du projet |
| Produit 2.3  Appui au développement des projets d’activisme social qui touchent directement certains moteurs spécifiques de conflit dans les communautés ciblées | Indicateur 2.3.1  # des projets d’activisme social menés par les jeunes dans les communautés ciblées | **0** | **12** |  | 14 | Le nombre des initiatives a augmenté pour couvrir les initiatives des jeunes de différentes ethnies et rester par conséquent sensibles aux conflits. Ceci a eu le mérite de susciter une sorte d’émulation entre jeunes de différentes ethnies dans l’engagement aux activités de consolidation de la paix.  Dans le groupement de Bijombo à côté d’une initiative impliquant les jeunes femmes de toutes les communautés, il y a eu 4 initiatives portées chacune par les jeunes Nyindu, Bavira, Bafuliru, Banyamulenge.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.3.2  # des membres de différentes communautés qui sont impliqués dans les projets d’activisme social pour la paix menés par des jeunes | **0** | **200** |  | 125 jeunes de toutes les communautés confondues dont 51 jeunes femmes ont développé 14 initiatives qui ont touché 4036 dont 2142 femmes et 1894 hommes | Ce chiffre est celui des jeunes qui ont directement participé dans le développement et la mise en œuvre des initiatives des jeunes mais ces initiatives ont impliqué ou touché un plus grand nombre que la cible car la plupart des projets d’activisme social comportaient des activités de mobilisation de masse pour la paix.  4036 dont 2142 femmes. Parmi ces 4036 personnes il y a 1802 de l’ethnie Banyamulenge, 496 de l’ethnie Bafuliru, 264 de l’ethnie Banyindu, 347 de l’ethnie Babembe, 80 de l’ethnie Bavira, 230 de l’ethnie Bashi et 29 de la communauté peuple autochtone pygmée Batwa  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.3.3  # des exemples de suivi des conversations/actions avec des leaders suite aux projets d’activisme social | **0** | **16** |  | **13** | Ces exemples sont entre autres : Plaidoyer auprès des autorités civiles et militaires pour la sécurisation du chemin quittant le marché de Mitamba vers différents villages, l’organisation des visites conjointes de conscientisation auprès d’autres jeunes de toutes les communautés ethniques, renforcer les activités d’intérêts communautaires inclusives visant notamment à rendre praticables les chemins publics pour faciliter l’assistance en vivres et en non-vivres aux déplacés dont l’ouverture de la route reliant Mikenge-Minembwe, Sensibilisation d’autres jeunes à travers différentes églises, écoles sur l’importance de la confiance en soi, et la confiance mutuelle, sensibiliser les responsables d’écoles, Facilitation des rencontres permanentes entre les femmes de différentes communautés, la vulgarisation continue des valeurs sociale et culturelles qui favorisent la paix et la cohésion sociale dans toutes les rencontres communautaires, Contacter le responsable de la Radio communautaire d’Itombwe pour l’éducation à la paix à travers la radio , suivi conjoint du cahier décharge des jeunes déposer auprès des autorités provinciales, monitoring conjoint du contexte de sécurité et Plaidoyer auprès des acteurs et services de sécurité et de la MONUSCO pour déploiement des éléments de l’ordre dans les zones moins sécurisées et pour faciliter l’accès sécurisé des populations aux services sociaux de base, suivre et veiller au partage équitable entre communautés des espaces communs tels que des marchés, des Eglises , Surveiller la mauvaise utilisation des réseaux sociaux qui filtrent des propos de haine tribale et de violence.  Assurer l’observation continue des conflits, des violences dans la zone et faire des alertes précoces pour prévenir les conflits ;  La mise en place des comités mixtes civilo-militaires pour la sensibilisation, la dénonciation et le ramassage des armes.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.3.4  # des exemples d’attitude et de comportement positifs parmi les membres de communautés documentés dans les communautés ciblés grâce aux projets d’activisme social | **0** | **20** |  | 8 | L’évaluation finale a trouvé 8 exemples de changement des attitudes et de comportement. Cependant, on note que ce changement est beaucoup plus au niveau des jeunes. Les échanges entre les jeunes ont été organisé à la fin du projet et on n’a pas eu les temps de pour les répercussions de ceci au niveau communautaire plus large.  Ces exemples sont notamment : l’implication progressive et acceptée de la femme dans les réunions communautaires, l’acceptance du mariage interethnique ; la volonté des différentes communautés de travailler ensemble dans les travaux d’intérêts communautaires ; l’engagement des membres des différents communautés dans la cohabitation pacifique à travers des actions de mobilisation de masse et éducation a paix ; Augmentation du # des membres des communautés qui dénoncent les problèmes liés aux violences communautaires, vol, insécurité ; Promotion de l’esprit de dialogue auprès des membres des communautés, renforcement de la culture de pardon, de tolérance et d’acceptation mutuelle entre les différentes communautés ethniques .  Source: l’évaluation finale du projet |
| Produit 2.4 Mini- campagne de plaidoyer menée par les jeunes leaders des Hauts Plateaux et les jeunes leaders de Bukavu | Indicateur 2.4.1  # des personnes des groupes ethniques différents qui sont impliquées dans la mini campagne de plaidoyer | **0** | 1000 personnes dont 50% des hommes et 50% des femmes |  | 524 dont 55 femmes | Le contexte de sécurité très volatile a fait que les activités de plaidoyers soient menées avec retard. Les réunions communautaires de restitution de actions de plaidoyers menées au niveau territorial et provincial n’ont pas eu lieu faute de temps.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.4.2  # des jeunes des groupes ethniques divers qui sont impliqués dans les échanges | **0** | 1000 personnes  Dont 50% sont les hommes membres de la communauté  et 50% sont les femmes membres de la communauté |  | 490 jeunes dont 91 jeunes femmes | Le contexte de sécurité très volatile a limité limitant le mouvement des populations a fait que l’organisation des réunions communautaires d’échanges entre jeunes de différents groupements ne puissent pas avoir lieu. Les échanges qui ont eu lieu ont connu seulement la participation des représentants des jeunes de ces différents groupements.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 2.4.3  # des exemples de suivi avec des leaders (conversations et actions) basés sur la mini campagne des jeunes | **0** | **8** |  | **30** | L’analyse approfondie et continue du contexte fait par les jeunes à travers leur participation aux activités de *score card* a fait qu’ils identifient les priorités sectorielles pour le retour de la sécurité et stabilité de la zone des Hauts Plateaux dans son ensemble. Ces 30 recommandations/actions de suivi sont contenues dans 3 cahiers de charges developpés par les jeunes et alliés de la societé civile.  Source: monitoring framework du projet |
| **Résultat 3**  Collaboration augmentée entre les jeunes, les leaders, les autorités gouvernementales et les parents sur la transformation des moteurs de conflit, en particulier dans les stratégies de développement. | Indicateur 3.a  # des exemples des stratégies développées aux niveaux territorial et provincial par les décideurs qui sont ciblés à la transformation des moteurs de conflit cités dans le RAP, après avoir participé dans les activités de plaidoyer du projet | **0** | **2** |  | **7** | * Ces stratégies sont entre autres : * 1. Suivi conjoint, jeunes et alliés et leaders locaux, de l'impact des actions de consolidation de la paix et sécurité en mises en œuvre dans la zone ; * 2. Développer un plan d'actions concertées relayant les activités de plaidoyer auprès des différentes instances de prise de décisions au niveau tant local, territorial provincial ; * 3. La tenue des réunions intercommunautaires de manière rotative dans les différents villages et développer conjointement des activités inclusives ; * 4. Mise en place des comités de paix intercommunautaires constitués de jeunes, leaders locaux positifs et autorités locales dans tous les villages qui seront chargés de l’alerte précoce de facteurs d’insécurité et opportunités de paix ;   5. Mise ne place d’un comité des jeunes qui rédige un projet d’édit provincial à faire endosser par les jeunes pour matérialiser leurs doléances ;  6. Prise en compte des demandes des jeunes dans le développement du plan d’action annuel de STAREC ;  7. La mise en place d’un groupe des autorités et chefs coutumiers des Hauts Plateaux pour une synergie d’action de développement et paix avec les jeunes.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 3.b  # des activités de plaidoyer conjoint organisées avec les autorités territoriales et provinciales sur les prioritaires identifiées dans la RAP | **0** | **2** |  | **4** | Le contexte sécuritaire ayant beaucoup changé durant la mise ne œuvre du projet (la population de Minembwe a été coupée de communication et avec celle de Mikenge-Itombwe) a fait que les jeunes et autorités ont recommandé de partir de bas niveau local, territorial et puis provincial pour un plaidoyer fort basé sur les perceptions de tous les membres de groupes ethniques et leaders locaux communautaires. C’est ainsi qu’ont été organisées 4 actions de plaidoyer dont 1 à Minembwe, 1 à Mukenge, 1 à Uvira et 1 à Bukavu. Ces actions ont porté sur la question des barrières payantes comme source d’insécurité dans la zone des Hauts Plateaux et le renforcement de la sécurité pour favoriser le retour des déplacés se trouvant dans les camps ainsi que la sécurisation de l’axe Mikenge-Minembwe pour faciliter les échanges entre les communautés Bembe, Fuliru et Nyindu séparées de celle de Banyamulenge vivant à Minembwe tout comme l’amélioration de la sécurité pour la réouverture des marchés à Bijombo.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 3.c  # des exemples ou un décideur a contacté le projet et demandé l’appui/ les inputs aux stratégies de développement afin d’adresser les issues prioritaires soulignées dans la RAP | **0** | **4** |  | **4** | Les autorités territoriales d’ Uvira ont demandé des copies des livrets des jeunes messagers produits par les jeunes pour se servir des exemples positifs qu’il contient et message dans leurs activités de sensibilisation et mobilisation des autorités et autres membres de la communauté pour la paix.  Le gouvernement provincial a réceptionné les cahiers de charges des jeunes et promis de le prendre en considération dans le développement du plan d’action de sécurité et cohésion sociale 2021. Il en est de même du STAREC pour son plan d’action 2021. Qui plus est, la division jeunesse a demandé que soient développés par les jeunes des outils pratiques et contextualisés de perfectionnement du leadership des jeunes ainsi que des livrets de message de paix pour les jeunes, afin que ceux-ci soient intégrés dans les curriculum de formation des jeunes. (Annexe IV)  Source: monitoring framework du projet |
| Produit 3.1 Le dialogue entre les jeunes et leurs parents | Indicateur 3.1.1  # des dialogues entre les jeunes et leurs parents | **0** | **24** (la cible a été augmenté de 12 à 24 parce que les dialogues sont organisés en plusieurs séries pour couvrir toute la zone du projet) |  | 31 | Les réunions ont été divisées et dupliquées dans plusieurs villages qu’on a regroupés par axe afin que cette activité du projet qui vise les changements de comportements et d’attitudes aient plus d’impact.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 3.1.2  % des parents qui rapportent qu’ils ont plus de confiance d’impliquer les jeunes dans la prise des décisions et qui donnent des exemples qui montrent comment ils sont en train de changer leurs comportements | **0** | 70% dont 50% des hommes et 50% des femmes |  | 43%  45,5% des hommes et 39% des femmes | Il reste une réticence des adultes, principalement hommes, de partager la prise de décision avec les jeunes.  Les raisons les plus citées par les adultes pour expliquer pourquoi les jeunes ne sont pas impliqués dans la prise de décisions ont été que les jeunes n’écoutent pas le conseil des parents, les opinions des jeunes ne sont pas considérées sérieusement comme celles des adultes. La méfiance entre les parents et les jeunes tient beaucoup de la perception des adultes que l’insécurité chez eux est causée par les jeunes qui sont actifs dans les groupes armés.  Source : évaluation finale du projet |
| Indicateur 3.1.3  % des jeunes qui rapportent qu’ils ont plus de confiance de s’impliquer dans la prise des décisions avec leurs parents | **0** | 70% dont 50% des hommes et 50% des femmes |  | 55% dont  60% des jeunes hommes et 47,5% des jeunes femmes | Les activités de base ayant connu un retard le projet n’a pas pu provoquer des grands changements de perceptions dans la masse des jeunes. Ces données de l’évaluation finale du projet ont été collectées auprès de la masse des jeunes sur laquelle on a moins de contrôle.  Source : l’évaluation finale du projet |
| Indicateur 3.3.4  # des exemples des jeunes qui ont commencé à changer leur comportement | 0 | 4 |  | 6 | La participation et l’engagement dans les activités du projet et initiatives d’ensemble ont provoqué une prise de conscience de leur rôle dans la cohésion sociale et retour de la sécurité dans la zone des Hauts Plateaux. Voir témoignage repris dans le texte ci haut (Pages 7-8,12,13 et 15).  Source: monitoring framework du projet |
| Produit 3.2  Stratégie de plaidoyer basée sur les recommandations de RAP (facteurs d’attraction et d’incitation pour les jeunes qui joignent les groupes armés) qui proposent comment on peut adresser les moteurs de conflit | Indicateur 3.2.1  # des décideurs impliqués à travers la stratégie de plaidoyer aux niveaux territorial et provincial | **0** | **60** |  | **64** | Le projet a atteint plus d’autorités que prévu car les séances de plaidoyer étaient réalisées au niveau local, territorial et provincial ce qui a permis d'impliquer plus d'autorités de ces différents milieux/niveaux.  Ces autorités sont : 18 autorités d’Uvira et Bijombo et 31 autorités de Mikenge et Kipupu et 15 autorités de Bukavu. |
| Indicateur 3.2.2  % des objectifs de plaidoyer réussi à la fin du projet | **0** | **75%** |  | **32%** | Le projet n’a pas duré suffisamment de temps pour avoir des impacts importants au niveau du plaidoyer. En effet, l’exécution de ces activités de plaidoyer en octobre-novembre était dictée par le retard connu dans la mise en œuvre du projet CAM suite au contexte de sécurité et restrictions en raison du covid-19 ; qui fait que la plupart des activités ont été réalisées entre juillet et novembre 2020.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 3.2.3  # des alliés de plaidoyer créés au cours du projet qui peuvent influencer un processus de prise des décisions au niveau de la province | **0** | **5** |  | **5** | 1 un groupe de plaidoyer pour la paix réunissant les jeunes et 10 associations locales d’Uvira et 1 un groupe de plaidoyer pour la paix réunissant les jeunes et 3 associations locales d’Itombwe. 1 comité plus large de plaidoyer réunissant les jeunes réunis au sein du Parlement des jeunes du Sud Kivu, du Conseil Provincial de la jeunesse des Hauts Plateaux et ceux de Bukavu a été mis en place pour continuer le suivi du cahier des charges des jeunes. Les autorités locales et chefs coutumiers des Hauts Plateaux ont aussi initié une structure dénommée PDI pour soutenir les actions des jeunes en faveur de la paix. Un réseau virtuel des jeunes femmes de Bijombo et celles d’Uvira a été mis en place pour soutenir la participation des jeunes femmes de Bijombo dans les processus de paix au niveau territorial d’Uvira.  Source: monitoring framework du projet |
| Produit 3.3  Réunions Tribunes d’expression populaire (TEP) | Indicateur 3.3.1  # des membres de la communauté qui participent aux Tribunes d'Expression Populaire (TEP) au cours du projet | **0** | **2000** dont 50% des hommes et 50% des fmmes |  | 2342 personnes dont 1087 femmes et 1255 hommes | 16 TEP ont été tenues au total a Minembwe, Mikenge et Bijombo entre octobre et novembre 2020.  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 3.3.2  # des exemples de changement positif des comportements et rhétorique des décideurs après leurs participations aux TEPs | **0** | **20** |  | **18** | Les Tribunes d’expressions populaire ont connu un retard dans leur mise en œuvre compte tenu la situation sécuritaire et des restrictions dues au Covid-19. Ceci n’a pas permis de collecter des grands changements résultants de ces TEP.  Les exemples rapportés sont entre autres :  Favoriser l’esprit d’échange entre les membres des différentes communautés ethniques autour des sujets permettant le renforcement du climat de paix, sécurité et cohésion sociale ;  Partager régulièrement les expériences et compétences avec d’autres jeunes de la communauté afin qu’ils développent ensemble des attitudes et comportements inclusifs ;  Soutenir les actions de paix et du développement menées dans différents axes du groupement de Bijombo ;  Encourager les jeunes à développer des initiatives socio-économiques leur permettant de devenir de plus en plus autonomes et contribuer au bien-être de la communauté ;  Mener le lobbying auprès des acteurs intervenant dans le secteur de paix, développement et sécurité afin privilégier, à travers leurs interventions, les actions visant l’amélioration du bien-être social des membres des différentes communautés ethniques ;  Intensification par les autorités des rencontres d’échange entre les membres de toutes les communautés ethniques vivant à Bijombo, et d’autres d’ailleurs, prévenir les stéréotypes et suspicions pouvant exister ; et ceci sous l’initiative des autorités et leaders locaux ;  Privilégier l’impartialité dans l’exercice de leurs métiers ;  Dépolitiser les lieux du culte/églises ;  Favoriser l’esprit d’acceptation mutuelle entre les ethnies, ils vont militer pour l’organisation des assemblées communautaires mensuelles pour discuter autour des valeurs sociales et chrétiennes, soutien des campagnes d’inscription des enfants à l’école, insistance sur le cours d’éducation civique et morale dans les écoles, le respect des cultes religieux dans les écoles, rencontre avec les services de sécurité officiels et les responsables des groupes armés pour plaider sur la suppression des tracasseries observées aux barrières sur différents axes du groupement ;  Faire participer les femmes, principalement les jeunes femmes, aux réunions de tout genre organisées dans différentes entités du groupement de Bijombo, placer les femmes dans le comité des sages des villages, nommer les femmes comme chefs des localités ou avenues, soutenir les initiatives qui visent la promotion du leadership féminin dans le groupement de Bijombo. Les militaires FARDC ont demandé aux autorités locales de pouvoir désigner les femmes dans les groupes des autorités participant aux réunions de sécurité, cela pour qu’elles donnent leurs points de vue sur les situations de leurs milieux respectifs  Source: monitoring framework du projet |
| Indicateur 3.3.3  % d’augmentation des jeunes hommes et jeunes femmes sondés qui rapportent qu’ils ont confiance dans le pouvoir des autorités d’adresser les conflits dans leurs communautés | 0 | 40% dont 50% sont des hommes et 50% sont des femmes |  | 76,5% dont  62% des jeunes hommes et 56% des jeunes femmes | Ceci se justifie par l’engagement des autorités locales démontrées à accompagner les actions de plaidoyer des jeunes au niveau supérieur ainsi que les efforts de mobilisation communautaire pour la paix et participations des autorités aux différents dialogues au niveau local depuis l’éclatement des conflits violents en 2019.  Source : Evaluation finale du projet |

**Annexe 1 : Liste des acronymes**

AJPD : Association des Jeunes pour la Paix et le Développement

ANR : Agence Nationale de Renseignements

ADCI : Association pour le Développement Communautaire Intégré

AVEC : Associations Villageoises d’Epargnes et de Crédits

CAM : Construisons un avenir meilleur

CCLS : Cadre de Concertation Locale pour la Sécurité

CLSP : le comité local de sécurité de proximité

FARDC : Forces armées de la république démocratique du Congo

FGD : Focus Group Discussion

GD : Groupe de Dialogue

ILC : Initiative pour un Leadership Cohésif

MONUSCO: *United Nations Organization Stabilization Mission in the DR Congo*

PDI : Paix et Développement Intégré

RAP : recherche action participative

RDC : République démocratique du Congo

STAREC : Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés

TEP : Tribune d’Expression Populaire

UNPBF : *United Nations Peacebuilding Fund*

VSBG : Violences Sexuelles et Basées sur le Genre

1. Initialement prévue pour une période de 18 mois, soit de janvier 2018 à juillet 2020, la mise en œuvre des activités a connu des retards suite au contexte sécuritaire auquel se sont ajoutées les restrictions liées au Covid-19 ; une prolongation sans coût de 6 mois a été alors accordée pour rattraper les retards du projet. [↑](#footnote-ref-1)
2. Depuis juin 2019, des populations civiles dans les deux camps (Banyamulenge d'une part et autres communautés Bafuliru, Babembe, Banyindu, Bafuliru d'autre part) ont été tuées, de nombreux villages ont été incendiés, des biens ont été détruits, des vaches ont été volées et des récoltes pillées, et des milliers de personnes ont été déplacées, se retrouvant dans des camps de déplacés. Certains ont notamment trouvé refuge au Rwanda et en Ouganda. [↑](#footnote-ref-2)
3. Certaines activités du projet ont été fractionnées en petits groupes de moins de 20 personnes, d’autres activités ont été retardées, d’autres reportées pour être exécutées à la levée/assouplissement des mesures face au covid-19 intervenues après juillet 2020. [↑](#footnote-ref-3)
4. Réunion avec le Gouverneur du Sud Kivu le 11 mars 2021 et réunion avec le Ministre de l'Economie du Sud Kivu le 17 février 2021 [↑](#footnote-ref-4)
5. Rapport d’Evaluation final du projet Construisons un Avenir Meilleur, page 1. [↑](#footnote-ref-5)
6. Ce comité est constitué des parents, des jeune, et des membres des confessions religieuses. [↑](#footnote-ref-6)
7. Dont 8 femmes venues de Hauts Plateaux et 15 jeunes d’Uvira et Bukavu membres du Parlement de jeunes et du conseil provincial de la jeunesse. [↑](#footnote-ref-7)
8. Ces informations ont été puisées de l'évaluation finale du projet. Dans le contexte de Hauts Plateaux on n’a pas eu de consentement des bénéficiaires pour que leurs noms soient divulgués. [↑](#footnote-ref-8)
9. Sondage d’un jeune homme de Basimuniaka-Sud, Evaluation Finale du Projet Construisons un Avenir Meilleur, page 35. [↑](#footnote-ref-9)
10. Sondage d’un homme de Basimuenda, Evaluation Finale du Projet Construisons un Avenir Meilleur, page 35. [↑](#footnote-ref-10)
11. Dans le groupement de Bijombo/village Kaliri, 26 jeunes femmes (9 Bafuliru,6 Bavira et 11 Banyindu) majoritairement membre des groupes de dialogue se sont organisées en un petit groupe de solidarité économique sur les petites épargnes de leurs activités commerciales. [↑](#footnote-ref-11)
12. Actuellement, la position du gouvernement est que les combattants qui se désengagent ne pourront pas être réintégrés automatiquement dans les FARDC comme dans le passé. Ils pourront passer par un processus communautaire et seulement s'ils remplissent certains critères ils pourront être admis à une formation pour devenir militaire (il n’y plus d’intégration automatique dans l’armée et de reconnaissance des grades sans formation). Les appels étaient lancés verbalement à travers des délégations communautaires envoyées aupres des responsables de ces groupes armés selon les obédiences. [↑](#footnote-ref-12)
13. Environ 70 groupes armés actifs au Sud-Kivu s’engageaient à mettre fin aux hostilités dans les zones sous leur contrôle. Engagement pris mercredi 16 septembre 2020, au terme d’un dialogue de 2 jours à Murhesa, près de Bukavu, sous l’égide de la Commission interprovinciale d'appui au processus de sensibilisation, désarmement, démobilisation et réintégration communautaire (CIAP-DDRC) avec un appui technique et financier de SfCG, l’Initiative pour un Leadership Cohésif  (ILC) et l’Association pour le Développement Communautaire Intégré (ADCI) et la présence du ministre délégué à la défense nationale, Sylvain Mutombo. [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir les derniers chiffres collectés par l’équipe d’évaluation finale, indicateur 1.a. [↑](#footnote-ref-14)
15. Comparativement aux résultats des premiers *score card* de sécurité, ceux de la deuxième année donnent des exemples de la sécurité « dure » notamment la présence des groupes armés et la circulation des armes. Dans les premiers *score card* les jeunes se limitaient à mentionner l’incendie des villages, le crépitement de balle à répétition, le vol des bétails comme indicateurs d’insécurité tandis que pendant la deuxième année ce sont plutôt les difficultés d’accès aux champs, pâturages suite à l’insécurité avec comme conséquence l’extrême pauvreté et famine des populations ainsi que la présence et activisme des groupes armés comme indicateurs de l’insécurité dans les Hauts Plateaux. Ceci expliquerait les attaques meurtrières lancées par le groupe armé Ngumino sur la population civile à Kipupu dans la zone d’intervention du projet au mois d’août 2020 ainsi que les attaques à répétitions de Mai Mai contre les villages autour de Minembwe rapportés entre juillet et septembre. [↑](#footnote-ref-15)
16. Le livret du jeune messager de paix est une brochure développée sur base des résultats de la recherche action participative (RAP) sur les facteurs d'incitation et d'attraction des jeunes par les groupes armés. [↑](#footnote-ref-16)
17. En sigle conforment aux prescrit de décret N0 013/45 du 16/09/2013 portant création, organisation et fonctionnement des conseils locaux pour la sécurité de proximité en RD Congo. [↑](#footnote-ref-17)
18. C'est lors d'une Tribune d'Expression populaire (TEP) organisée par le projet que les jeunes avaient suscité cette action de redynamisation du comité de sécurité local. Et donc l'atelier de redynamisation est un point d'action issu de la TEP organisée dans le cadre du projet CAM. [↑](#footnote-ref-18)
19. Voir le dernier cadre logique élaboré par l’équipe d’évaluation finale, indicateur 1.a. [↑](#footnote-ref-19)
20. Sondage d’une jeune femme enquêtée de Basimuniaka-Sud, Rapport d’évaluation finale du projet Construisons un Avenir Meilleur, page 29 [↑](#footnote-ref-20)
21. En somme il y a eu 3 types d’initiatives :

    1. Renforcement du leadership de la femme pour la paix : organisation des journées de réflexion entre jeunes hommes et femmes, parents, autorités et autres leaders décideurs sur le rôle de la femme dans le renforcement de la cohésion sociale, rencontre des autorités pour discuter sur l’implication effective de la jeune femme dans les initiatives de paix plus large, etc. ;
    2. Renforcement de l’engament communautaire multi acteurs pour la paix et la sécurité : Atelier de réflexion entre leaders des confessions religieuses, sages et jeunes leaders, mise en place d’un cadre de Concertation Locale pour la sécurité, renforcement des capacités des membres du Cadre de Concertation Locale pour la Sécurité (CCLS) sur le monitoring sécuritaire, message d’alerte sécuritaire, etc. ;
    3. Mobilisation de masse pour cohésion sociale (déconstruction des préjuges et attitudes négativés) : Sensibilisations communautaires sur l’acceptation mutuelle, la tolérance, le pardon et le respect de la dignité humaine, mise en place d’un groupe de dialogue intercommunautaire permanent pour sensibiliser sur le « vivre ensemble », organisation des rencontres sportives inclusives, etc.

    [↑](#footnote-ref-21)
22. Les activités focalisées sur le leadership des femmes ont inclus des journées de réflexion entre jeunes hommes et femmes, parents, autorités et autres leaders décideurs sur le rôle de la femme dans le renforcement de la cohésion sociale, les rencontres des autorités pour discuter sur l’implication effective de la jeune femme dans les initiatives de paix plus larges, etc. [↑](#footnote-ref-22)
23. Parmi ces personnes il y a 1802 de l’ethnie Banyamulenge, 496 de l’ethnie Bafuliru, 264 de l’ethnie Banyindu, 347 de l’ethnie Babembe, 80 de l’ethnie Bavira, 230 de l’ethnie Bashi et 29 de la communauté peuple autochtone pygmée Batwa. [↑](#footnote-ref-23)
24. Jeune femme enquêtée de Basimuenda – Rapport de l’Evaluation Finale du projet Construisons un Avenir Meilleur, page 26. [↑](#footnote-ref-24)
25. Basé sur un rapport des partenaires de CAM. [↑](#footnote-ref-25)
26. Cette action a été menée sous le lead des jeunes regroupés au sein de la structure AJPD. [↑](#footnote-ref-26)
27. Rapport d’évaluation finale du projet Construisons un Avenir Meilleur. [↑](#footnote-ref-27)
28. Basé sur des observations des autorités et leaders locaux, partage du repas, partage d'un même moyen de transport, partage d'hôtel et tolérance dans les débats et échanges. [↑](#footnote-ref-28)
29. 19 Banyamulenge, 7 Bavira, 15 Babembe et 2 Banyindu. [↑](#footnote-ref-29)
30. 614 jeunes femmes sur 1300 personnes ont participé à 41 réunions organisées par les groupes de dialogues ; 216 jeunes femmes sur 458 personnes ont participé dans 9 réunions organisées par les clubs de mentorat. [↑](#footnote-ref-30)
31. 51 jeunes femmes sur 125 jeunes ont été engagées dans la mise en œuvre de 14 initiatives qui ont touché 4036 jeunes dont 2142 femmes de toutes les ethnies confondues. [↑](#footnote-ref-31)
32. FGD des jeunes femmes de Basimuniaka-Sud, Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 28. [↑](#footnote-ref-32)
33. FGD des jeunes hommes de Basimuniaka-Sud, Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 28. [↑](#footnote-ref-33)
34. FGD des jeunes hommes de Bijombo Rural et FGD des femmes de Basimuniaka-Sud ; jeune femme et jeune homme enquêtés de Basimuniaka-Sud ; homme et femme enquêtes de Bijombo Rural ; femme enquêtée de Basimukinje 1, Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 28. [↑](#footnote-ref-34)
35. KII avec un jeune leader de Basimuniaka-Sud, Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 28. [↑](#footnote-ref-35)
36. 2 femmes enquêtées, un homme et un jeune homme enquêté de Basimuniaka-Sud, Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 28. [↑](#footnote-ref-36)
37. 2 femmes enquêtées et 1 jeune homme enquêté de Basimuniaka-Sud, Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 28. [↑](#footnote-ref-37)
38. Jeune homme enquêté de Bijombo Rural, Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 28. [↑](#footnote-ref-38)
39. Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 28. [↑](#footnote-ref-39)
40. Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur, page 42. [↑](#footnote-ref-40)
41. Voir le cadre logique final partagé dans le Rapport d’évaluation finale du projet Construisons Un Avenir Meilleur. [↑](#footnote-ref-41)
42. Les villages Bidegu, Kalingi, Bilalo 2, Tuwe tuwe, Kabingu Kipupu et Kakenge. [↑](#footnote-ref-42)
43. Au mois de septembre et octobre 2020, 2 réunions de plaidoyer ont été organisées : 1 à Uvira et 1 à Itombwe, impliquant 30 jeunes, dont 10 jeunes femmes, et 39 autorités locales et territoriales, dont 4 femmes. Au cours de ces réunions, une analyse conjointe des défis sécuritaires et paix et les priorités d’actions ont été retenues pour objet d’un plaidoyer au niveau provincial. Ces priorités sont : la suppression des barrières payantes; la vulgarisation des lois portant statut des chefs coutumiers; le suivi et l’appropriation des différents acquis des dialogues ; la réglementation et mise en place d’un système de surveillance des messages envoyés sur Facebook et WhatsApp; le vote d’un édit provincial interdisant le tribalisme et le régionalisme sur le territoire; et établir un mécanisme de contrôle/régulation de service de communication de la diaspora avec les autochtones. [↑](#footnote-ref-43)
44. Le Bourgmestre de la commune de Minembwe, ANR et service de genre. [↑](#footnote-ref-44)
45. 20 pasteurs, 13 responsables d’écoles, 14 sages et 4 infirmiers, lors d’une réunion le 30 octobre à Uvira. [↑](#footnote-ref-45)
46. Bukavu, Hôtel Horizon, le 27/11/2020. [↑](#footnote-ref-46)
47. Ce cahier de demandes de paix et sécurité des jeunes contient 30 demandes axées sur l’accès à la justice, le renforcement de la sécurité, accès aux services de base et assistance humanitaire, la cohésion sociale et participation des jeunes a été reçu dont la matérialisation sera suivie par le comité mixte constituée par les jeunes des Hauts Plateaux et ceux de Bukavu. [↑](#footnote-ref-47)
48. FGD des jeunes femmes de Basimuniaka-Sud. [↑](#footnote-ref-48)
49. 800 participants en raison de 409 hommes et 391 femmes. [↑](#footnote-ref-49)
50. C'était rapporté par l'association des femmes de Minembwe pour le développement qui est bénéficiaire CAM et c'était aussi dans le cadre de mise en œuvre de leur initiative subventionnée par le projet CAM. [↑](#footnote-ref-50)
51. [↑](#footnote-ref-51)
52. Les données sont des données compilées de tous les milestones. [↑](#footnote-ref-52)